



**Jour
J-62**

REFORME DES FINANCES PUBLIQUES

**Basculement du Budget des
moyens au Budget-Programme**

BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

30/10/2019

Apprentis gbaka, balanceurs, coxers, syndicats, vagabonds, gnambros

Les métiers de la gare routière d'Adjamé

Visite de travail du Premier ministre dans le Tonkpi P 4

Un Chu, de l'eau, de l'électricité... au profit de la population

P7

Réhabilitation et construction d'infrastructures sanitaires

63 milliards de F Cfa pour les travaux du Chu de Yopougon et de cinq hôpitaux

RECOUVREMENT DE L'IMPÔT FONCIER P 13

La Dgi engage la sensibilisation des contribuables

P 8

Apprentis gbaka, balanceurs, coxers, syndicats, vagabonds, gnambros

Les métiers de la gare routière d'Adjamé

On les trouve dans les gares. On les confond. Ils font souvent le même job, mais pas toujours.



De quoi vivent tous ces jeunes sortis du système éducatif ? Le système D les a accueillis. (PHOTOS: SEBASTIEN KOUASSI)

des transporteurs. Mais ici, il n'y a rien de libre. Tout véhicule de transport doit payer un ticket sinon, c'est la machette. Les syndicats se font beaucoup d'argent. À la gare de Koumassi située au grand carrefour, avant sa démolition il y a juste quelques semaines, les syndicats gagnaient en moyenne douze millions de Fcfa par jour !

Les gnambros
Ils se disent propriétaires de gares. Ils n'ont jamais rien construit et ne sont propriétaires d'aucune terre. Mais, ils ont la force et les armes. Ils font payer des droits d'exploitation aux véhicules de transport qui chargent sur "leur site". Les gnambros sont célèbres pour leur propension à régler leurs différends avec des machettes et des fois même des kalach.

Les vagabonds
Ils sont assez nombreux à la gare routière d'Adjamé. Leur fonction ? Aucune. Leur boulot ? Tout ce qui peut rapporter de l'argent. Y compris faire les poches aux passants. « Ils

viennent à la gare le matin, sans savoir ce qu'ils vont y faire. » En errant, ils sautent sur n'importe quelle opportunité. Ils offrent rapidement leur service pour vous montrer une gare ou aider à porter vos bagages.

Les po
Entendez les policiers. Eux aussi sont à la gare routière. C'est devant eux que les chauffeurs de gbaka violent le feu ou stationnent sur la chaussée. « Eux aussi viennent encaisser. Ils sont là pour leurs jetons ». Dès fois, les chauffeurs se cotisent pour satisfaire les policiers, y compris ceux qui « sont dans les bureaux ».

Le djoulatigui
C'est le propriétaire du véhicule. La plupart d'entre eux viennent récupérer leur argent (appelé ici recette) à Adjamé. « Comme on ne garde plus les véhicules chez le propriétaire, c'est à la gare qu'ils viennent prendre leur argent ». Certains djoulatigui sont des anciens apprentis ou des chauffeurs à la retraite ■

BLEDSO MATHIEU

Avant de les rencontrer et de partager leur quotidien, pour moi, ils faisaient tous le même boulot : apprenti gbaka. Certes, je connaissais un peu les coxers avec leur fâcheuse manie de tirer les voyageurs, les syndicats et gnambros avec leurs machettes. Une journée à la gare d'Adjamé et on en apprend.

Apprenti gbaka

Il est le plus connu et si on établissait un plan de carrière, il est au dernier échelon avant d'atteindre la qualité de chauffeur de gbaka, le grade le plus élevé de leur corps de métier. L'apprenti gbaka n'est pas réellement un apprenti. Il est le capitaine du gbaka. Il en est son caissier, son comptable et son directeur financier. Quand le gbaka est en mouvement, l'apprenti est aussi son directeur commercial, parce que c'est lui qui encaisse. Son appellation vient de ce que ceux qui apprennent un métier sur le tas sont appelés apprentis. Mais dans un gbaka, c'est un métier à part entière. Beaucoup de transporteurs confient leurs véhicules aux apprentis et ce sont eux qui

recrutent les chauffeurs. « Certains clients, quand ils sont fâchés, nous signalent chez le chauffeur, pensant que ce sont nos patrons. Bien des fois, c'est le contraire », nous ont explicité les apprentis avec qui nous avons échangé.

Le balanceur

Son nom, il le doit au fait qu'il est constamment accroché aux portières des gbaka, balançant au rythme des mouvements du véhicule. Pour les clients, il n'y a aucune différence entre un apprenti gbaka et un balanceur. Dans le gbaka, les deux font le même travail. Cependant, le balanceur est plus jeune, débute le métier et est employé par le chauffeur ou un apprenti. Il est payé à 2500 f par jour contre 5000 f pour l'apprenti.

Le coxer

Son rôle dans le système, c'est de chercher des clients. Dans les gares, ce sont eux qui appellent les clients, vont les chercher des fois du côté opposé de la voie, se faufilant entre les voitures. Ils ont une expertise pour faire traverser les voies.

Les syndicats
Ce sont des vendeurs de tickets. Des tickets pour des syndicats de transporteurs.

En principe, ces tickets sont des cotisations volontaires à un des nombreux syndicats qui pullulent dans le milieu



Scotchés à une portière toute une journée...

Une famille parfaite...



... Ils mettent leur vie en danger pour survivre. (PHOTOS : SÉBASTIEN KOUASSI)

Abou Touré est apprenti gbaka. Il partage sa vie avec Awa, vendeuse d'eau glacée, mouchoirs jetables, arachide ou parapluie. « *Ce qui sort là, c'est ça elle vend* ». Enten-

magasins. Elle se faufile entre les véhicules, sur le boulevard de Gaulle, côté Renault, à Adjamé. En pleine gare routière. On a toujours peur pour ces vendeurs ambulants qui risquent d'être renversés par les automobi-

monde « *se cherche. On grouille tous* ». Abou et les siens vivent à Abobo Colombie. « *C'est entrer-coucher. Chez vous à Cocody, on appelle ça studio* ». « *Entrer-coucher* », l'appella-

tu es mort », rigole-t-il. Abou est colocataire. Il vit avec une autre famille. « *On est deux dans la maison. Mon bras droit a aussi une femme et un enfant* ». Six personnes dans cette petite pièce d'à peine deux mètres sur un mètre et demi ! Comment deux familles peuvent-elles vivre là ? « *C'est technique. Quand ça chauffe, on science* ».

En fait, les deux couples essaient de vivre en... vacation. Leur emploi du temps les y aide beaucoup. D'abord, Abou et son collègue balancier (autre nom des apprentis gbaka) dorment dans leur véhicule. « *C'est dans le camion qu'on dort. Donc maison-là, c'est pour les femmes avec leurs enfants* ». Pas d'intimité ? - Mon Vié, tu veux savoir comment on fait pour faire enfant ? - On peut dire ça comme ça, oui

- Quand un est chaud, par exemple si c'est moi, je fais sortir la femme de mon ami qui le rejoint dans le gbaka. On se gère comme ça » Abou ne pense pas à son avenir. Il sait ce qui va lui arriver. « *Je serai chauffeur de gbaka, mais mon cœur n'est pas trop dessus* ». Entendez, je n'y pense pas avec euphorie. Non pas qu'il a peu de

chance d'y arriver. « *C'est même vie là on mène. Chauffeur oh, apprenti oh, c'est même vie. Y a pas l'argent dedans. À part enjaillement que les chauffeurs font de temps en temps* ». Enjaillement ? « *C'est quand un chauffeur de gbaka fait farot farot avec son véhicule dans la ville. Surtout les jours de mariage ou les soirs* ». Abou dit aussi que son fils qui est cireur de chaussure sera apprenti, puis chauffeur de gbaka ou taxi. « *Mais, est-ce qu'il y a d'autre travail ? Lui-même, il est au courant. Ce n'est pas comme chez vous où les enfants peuvent faire autre boulot que celui de leurs parents. Chez nous, ton papa roule gbaka, tu vas rouler. Ton papa est menuisier, mécanicien, tu vas faire même boulot. Il n'y a pas d'autres solutions* ». Chez les Abou, il n'y a pas de repas du soir. Tout le monde mange dehors. Il n'y a ni table à manger, ni cuisine. Sauf pendant les grandes fêtes, notamment le Ramadan et la Tabaski. « *Là, on se débrouille pour trouver quelque chose et madame fait à manger. Elle prépare dans la cour* ».

Un jour, Abou et Awa se marieront. Mais pas devant le maire. « *Nous, quand on se marie, on ne va pas à la mairie. On fait ça entre nous. On achète un peu de riz, on prépare et surtout on fait enjaillement* ». Enjaillement ? Ce sont les cortèges que les chauffeurs de gbaka font quand un des leurs se marie. « *Ça, c'est trop important pour nous* ». Les véhicules se suivent, les uns aussi surchargés que les autres et essaient de faire le maximum de fantaisies, la plupart du temps très risquées. « *Nous, on n'a pas peur du risque. On vit dedans, on vit avec* ». Chaque jour de travail pour le couple, et même pour le fils, est un risque. Le père est scotché à la portière du gbaka, sans la moindre protection. « *En cas de choc, même simple accrochage, il prend des coups* ». Balancier n'a pas lock dans accident ». En noutchi, cela signifie, le balancier n'a pas de chance en cas d'accident (lock vient du mot anglais luck, chance) ■

B. MATHIEU

“ C'est quel code de la route chauffeur de gbaka ne connaît pas ” ?

Nous avons abordé la question de la conduite désordonnée des chauffeurs de gbaka.

- Pourquoi roulez-vous mal ? - On ne roule pas mal, on est pressé. - Il semble que vous ne connaissez pas le code de la route. - Vieux-père, question-là, faut pas poser. C'est quel code de la route on doit connaître ? Abidjan ici, y a-t-il quelqu'un qui connaît le code de la route plus que nous ? Chauffeur de gbaka, il commence par apprenti et pendant son job, il connaît parfaitement tous les panneaux sur sa ligne. Même les trous, les dos d'âne, on connaît. On va apprendre quoi encore dans auto-école ? Nous, on ne roule pas ailleurs. On fait les mêmes trajets depuis des années. Et puis, il y a combien de panneaux sur notre route ? C'est pas feu rouge seulement ou bien rond-point ? Donc, c'est à cause

de ces deux choses-là qu'on va aller s'asseoir dans classe on dirait des enfants ? Faut pas énerver les gens.

Petite pause, puis il reprend. « *Il faut prendre ton livre de code de la route-là, et puis tu vas me montrer les panneaux qui sont dedans. C'est combien de panneaux qu'on trouve sur la route Abobo-Adjamé ? Si tu as trop trouvé, c'est deux : feu rouge et stop* ». Sa réponse conforte ma conviction que les mauvaises habitudes de conduite des chauffeurs de gbaka ne sont pas à mettre sur le compte d'une quelconque méconnaissance du code de la route. « *Quand on fait une mauvaise conduite, on le sait mais on est pressé* ». Pressé ? Le mal est là. Le personnel roulant des véhicules de transport en commun (chauffeur, apprentis et coxers) est tout le temps pressé. Rien ne justifie un tel empressement. ■

B. M.

Six personnes dans cette petite pièce d'à peine deux mètres sur un mètre et demi ! Comment deux familles peuvent-elles vivre là ?

« *C'est technique. Quand ça chauffe, on science* ». En fait, les deux couples essaient de vivre en... vacation. Leur emploi du temps les y aide beaucoup.

dez, ce qu'elle vend dépend des besoins du moment. Commerce saisonnier, donc. Pendant la période des pluies, elle vend des parapluies. Quand il fait chaud, elle propose des sachets remplis d'eau glacée. Et aussi des mouchoirs jetables. Awa n'a pas d'étals ou de

listes. « *Tonton, faut laisser ça, y a danger partout !* ». Elle cite le cas de son homme, accroché à la portière des gbakas. Abou et Awa ont un petit garçon. Il est cireur et vendeur de mouchoirs jetables. « *Moi-même, j'ai commencé comme ça* ». Dans cette famille, tout le

tion est révélatrice du cadre de vie de notre hôte. Dès qu'on ouvre la porte, le lit vous accueille. Point de coin d'eau. Point de cuisine. « *Ici, c'est douche commune, Vc commun* ». Le water-closets, en abrégé Wc (le fameux "Vc") est juste une fosse septique commune à peine couverte. « *On fait rang pour aller là-bas. Si tu as diarrhée,*

Visite de travail du Premier ministre dans le Tonkpi Un Chu, de l'eau, de l'électricité... au profit de la population

Séjour assurément fructueux du Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, dans la région du Tonkpi, du 24 au 26 octobre.

La santé occupe une place de choix dans la politique sociale du gouvernement. En témoignage le «PsGouv» financé actuellement à plusieurs centaines de milliards. Ce n'est donc pas un hasard si, au cours de sa visite de travail effectuée dans la région du Tonkpi, du 24 au 26 octobre, le chef du gouvernement a mis un point d'honneur à annoncer d'importantes mesures allant de la construction de centres hospitaliers au bitumage des routes, en passant par l'électrification et l'adduction en eau potable. Au niveau des hôpitaux, le Premier ministre a annoncé la réalisation de deux importants centres hospitaliers dans la région, l'un à Man et l'autre à Danané. Le Centre hospitalier régional (Chr) de Man, dont la première pierre a été posée le 24 octobre, sera fonctionnel dans 18 mois. Cette structure, il faut le préciser, est appelée à devenir, à la rentrée universitaire 2020-2021, un Centre hospitalier universitaire (Chu). Puisqu'à partir de ce moment, l'Université de Man (U-Man) sera dotée d'une faculté de médecine, comme le prévoit son plan directeur d'extension. Son coût est de 28 milliards de FCfa. Il aura une capacité d'accueil de 80 lits. L'hôpital général de Danané, cette autre institution hospitalière, a enregistré la pose de sa première pierre, deux jours plus tard. Il sera



Le chef du gouvernement a procédé à l'ouverture de la vanne de raccordement au réseau de distribution d'eau d'une dizaine de villages, dans la région de l'ouest montagneux. (PHOTOS:HONORE BOSSON)

doté de 100 lits et coûtera 24 milliards de FCfa. Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, membre de la délégation du Premier ministre, a insisté, au cours des cérémonies de pose de première pierre, sur le fait que ces deux infrastructures hospitalières seront dotées de plateaux techniques de dernière génération. De toute évidence, la réalisation de ces structures sanitaires, dans les 18 mois à venir, une grande première dans le Tonkpi, mettra du baume au cœur des populations. Car lorsqu'elles seront réalisées, les ma-

lades n'auront plus besoin de faire de longs déplacements à Daloa ou à Abidjan pour certains soins. Il faut d'ailleurs préciser que le Chu de Man sera spécialisé dans le traitement des reins (néphrologie).

De plain-pied dans le PsGouv

Autres éléments mis en œuvre par le gouvernement, dont les populations tireront profit immédiatement, c'est la mise sous tension de la localité de Guiapleu, village d'un millier d'âmes situé sur l'axe Man-Danané. «Nous sommes

de plain-pied dans la mise en œuvre du Programme social du gouvernement 2019-2020, conformément à la décision du Chef de l'Etat d'électrifier tous les villages de 500 habitants», s'est réjoui Amadou Gon au cours de la cérémonie, le 26 octobre.

Deux jours plus tôt, c'est le quartier Tia André, à Man, qui a accueilli le Premier ministre pour le lancement des travaux d'extension du réseau électrique dans les 24 quartiers de la ville. Dans la région du Tonkpi, de 2012 à 2019, 427 villages ont bénéficié du Programme national d'électrification rurale. C'est indéniable, l'accès à l'eau potable occupe aussi une place de choix dans le PsGouv. C'est à juste titre qu'Amadou Gon Coulibaly, au cours de sa visite de travail dans le Tonkpi, a procédé, le 25 octobre, à l'ouverture de la vanne de raccordement au réseau de distribution d'eau d'une dizaine de villages, dans la sous-préfecture de Gbonné. «Le gouvernement est heureux de poser des actes qui vont dans le sens des orientations données par le Chef de l'Etat, dans le but de l'amélioration des conditions de vie de nos populations», s'est félicité le Premier ministre, conscient du fait que ce sont des milliers d'habitants qui seront impactés, au terme des six mois de travaux.

On le sait, la route précède le développement. L'exem-

ple typique, au cours de la visite du Premier ministre dans la région, c'est bien cette voie fraîchement bitumée qui mène de Danané à la frontière de la Guinée. C'est donc avec fierté que le chef du gouvernement l'a empruntée pour se rendre dans le village de Kouan Houleu, à la rencontre de la population. Dans son allocution, Diéty Félix, député de Danané commune et sous-préfète, n'a cessé de remercier le Chef de l'Etat, affirmant que la population qu'il représente à l'Assemblée nationale «sait désormais ce que veut dire développement».

Il a expliqué, en effet, qu'hier véritable parcours du combattant, ce tronçon, long de 45 km, se fait aujourd'hui en une quinzaine de minutes. Par ailleurs, au cours de son séjour dans l'ouest montagneux, le Premier ministre a procédé au lancement de la voirie de la ville de Man. «J'ai lancé, cet après-midi, les travaux de voirie de Man. C'est une des grosses attentes des populations». Plusieurs milliards seront investis «pour réhabiliter et construire environ 13 km de route dans toute la ville», a-t-il souligné, au terme de la cérémonie de lancement qui a eu lieu le 24 octobre. Dans la même veine, le Premier ministre a annoncé, pour très bientôt, le début des travaux de plusieurs autres axes routiers dans la

région: Man-Danané-Zouan-Hounien, Zouan-Hounien-Toulepleu, etc.

Autre temps fort...

Le même jour, d'autres infrastructures économiques ont aussi été officiellement inaugurées. Il s'agit notamment de l'Hôtel communal, du siège de l'Is-Cgrae. (Caisse générale de retraite des agents de l'Etat) et du siège local du Fdép (Fonds de développement de la formation professionnelle). Ces structures, qui s'inscrivent dans la politique de proximité, vont donc permettre à l'administration de se rapprocher des populations locales.

Autre temps fort, le passage d'Amadou Coulibaly dans le temple du savoir à Man, le 26 octobre. Là, les décisions arrêtées au terme d'une réunion avec le ministre Mabri Toikeusse en charge de l'Enseignement supérieur et la hiérarchie de l'université n'ont pas manqué de soulever un tonnerre d'applaudissements des étudiants.

Entre autres, 50 millions de FCfa seront décaissés pour permettre à des apprenants de poursuivre leurs études en cycle d'ingénieur, l'ouverture des résidences universitaires dans un délai de «45 à 60 jours». Il a été, en outre, question du démarrage des travaux d'extension de l'université, avec en point de mire, l'ouverture, pour la rentrée académique 2020-2021, d'une faculté de médecine.

Par ailleurs, la tournée de 72 heures du chef du gouvernement dans le Tonkpi lui a permis d'avoir une sorte de dialogue direct avec les populations. Comme il l'avait souhaité, le 24 octobre, à son arrivée à l'aéroport: «Nous sommes venus écouter les populations pour prendre leurs préoccupations», avait-il indiqué.

Le peuple Dan, aussi bien à Man qu'à Danané, a formulé plusieurs doléances. Il a néanmoins salué le travail et les efforts du gouvernement en matière de développement économique et social.

Les populations ont également affiché leur soutien au Président et aux membres du gouvernement dans leur volonté de développer la Côte d'Ivoire.

MARCEL APPENA

Envoyé spécial à Man et Danané



Pose de la première pierre du Conseil régional du Tonkpi.

Assemblée parlementaire francophone Amadou Soumahoro à Monaco pour la 36^e Conférence ministérielle

Le président de l'Assemblée nationale séjourne actuellement à Monaco où se tient la 36^e conférence ministérielle de la Francophonie.

Le président de l'Assemblée nationale, ivoirienne, Amadou Soumahoro, président de l'Assemblée parlementaire francophone (Apf) a pris part hier aux travaux d'ouverture de la Conférence ministérielle de la Francophonie (Cmf). «*A Monaco dans le cadre de la 36^e conférence ministérielle de la francophonie, le président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire et président parlementaire de la francophonie, Amadou Soumahoro, a pris part à la cérémonie d'ouverture des travaux*», indique une note officielle émanant de l'Assemblée nationale ivoirienne. Selon la note, en marge de la conférence, le président de l'Apf devrait rencontrer hier soir le Président du Conseil nationale de Monaco, Stéphane Valeri, ainsi que la présidente de la section Monégasque de l'Apf, Michèle Dittlot. La 36^e session de la Conférence ministérielle



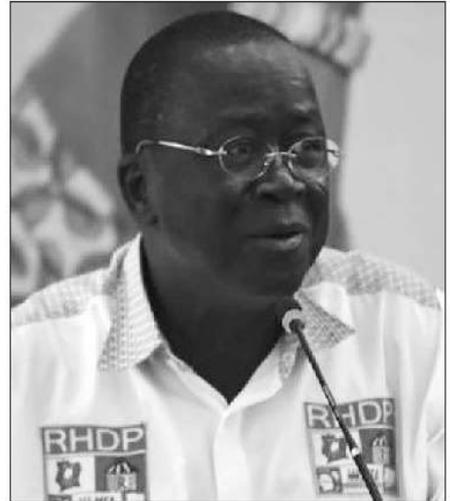
Le président en exercice de l'Apf participera part à une conférence ministérielle. (PHOTOS:DR)

se tient à Monaco les 30 et 31 octobre 2019. Elle «constitue une étape importante avant les célébrations du 50^e anniversaire de la Francophonie et le Sommet de Tunis, en

2020», précise une autre note, celle-ci, émanant de l'Apf. Etaient présents à cette rencontre, les ministres en charge de la Francophonie des 88 États et de gouvernement. Cette conférence est présidée par le ministre des Affaires étrangères de la République d'Arménie, qui passera le relais de la présidence au ministre des Affaires étrangères de la Tunisie. Le Sommet et le Conseil permanent de la Francophonie, ainsi que la Conférence ministérielle de la Francophonie sont les trois instances que consacre la Charte de la Francophonie. Cette structure assure donc la continuité politique du Sommet et se réunit une fois par an. Elle veille notamment «à l'exécution des décisions arrêtées lors d'un Sommet et préparer le suivant». La conférence se prononce aussi sur «les grands axes de l'action multilatérale francophone».

MARCEL APPENA

• Ahoussou Jeannot en tournée dans la Nawa



Le président du Sénat a échangé avec les militants à Buyo, Méagui et Soubré.

Buyo, Méagui et Soubré. Ce sont les localités visitées par Jeannot Ahoussou-Kouadio, dans le cadre d'une tournée de mobilisation dans la région de la Nawa, du 25 au 27 octobre. L'actuel président du Sénat, haut cadre du Rhdp, est allé porter le message de paix et de développement aux fils et filles de la localité.

«Avant de quitter la terre des hommes, Félix Houphouët-Boigny, père de la Côte d'Ivoire moderne, a confié le pays à Alassane Ouattara», a-t-il dit aux populations, en les encourageant à lui faire confiance. Pour ce faire, il les exhorte à adhérer massivement au Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix.

«Le nom Alassane Ouattara et le Rhdp riment avec le développement de la Côte d'Ivoire. Soutenez-les !», a-t-il invité. Mieux, a également souligné l'homme politique, avec le Chef de l'Etat, la stabilité règne en permanence. Selon lui, les actions de développement du Président de la République sautent aux yeux, partout en Côte d'Ivoire. C'est pourquoi il a invité les populations à renouveler le pacte de développement signé avec le Rhdp. Jeannot Ahoussou était accompagné du ministre Alain-Richard Donwahi, président du conseil régional de la Nawa, coordonnateur régional du Rhdp

ainsi que des ministres Issa Coulibaly et Gaoussou Touré et du secrétaire d'Etat, Brice Kouassi, tous cadres du Rhdp. Alain-Richard Donwahi, pour sa part, a loué la cohésion sociale au sein de la Nawa. Il a ajouté que les préoccupations de la population (infrastructures routières régionales, électrification, etc.) seront toujours prises en compte dans la politique de développement local. «Nous, peuple de la Nawa, avons confiance au Chef de l'Etat. Nous avons fait le choix du Rhdp pour l'intérêt général et le développement de notre région», a assuré le coordonnateur régional du parti des Houphouëtistes dans la Nawa.

MARCEL APPENA
Infos: Sercom Rhdp

Info express

RECONCILIATION. La communauté chrétienne de l'église Roi des Rois d'Abobo a appelé à l'union et à la tolérance avant les élections. «Sépare-toi de ton Loth». Ainsi s'intitulait le programme d'actions de l'église le dimanche dernier. Selon le pasteur Yao Lou Anicette, ce programme a eu pour but d'interpeller les fidèles chrétiens et à travers eux, toute la nation, sur l'amour de l'autre sans considération religieuse, politique, ethnique ou régionale.

Rhdp

Ahoua N'Doli prépare l'installation des bases dans le Moronou

Tous ceux qui ont été nommés par la direction du Rhdp doivent constamment être sur le terrain pour travailler, en vue de préparer la victoire écrasante de notre formation politique en 2020», a insisté le coordonnateur régional du Rhdp du Moronou. Théophile Ahoua N'Doli a fait cette déclaration, dimanche, à Bongouanou, au cours de la rencontre avec les différents responsables de son parti de la région. Cette réunion de prise de contact visait à procéder à la mise en place des structures (sections) du Rhdp dans les trois départements (Bongouanou, Arrah et M'Batto) de la région du Moronou et à revisiter aussi le programme d'activité. «La direction exécutive du parti a publié, il y a quelques jours, la liste du personnel politique du Rhdp, des délégués départementaux, communaux, sous-préfectoraux... Au niveau du Moronou, j'ai trouvé urgent qu'on se retrouve pour arrêter un plan de travail. Et surtout se familiariser avec les uns et les autres. Environ une centaine de personnes étaient concernées par cette réunion. Notamment le coordonnateur régional, les trois coordonnateurs



L'inspecteur général d'Etat entretient régulièrement ses bases.

régionaux, les trois délégués départementaux, leurs associés, les délégués des sous-préfectures, les délégués communaux et leurs associés. Nous avons examiné la mise en place des sections avec leurs responsables. On s'est donné deux semaines pour finaliser tout cela. C'est-à-dire connaître les différents membres des bureaux de section.

En somme, avoir une idée de la liste complète des membres des sections. On a aussi revisité le programme d'activité qui avait été adopté et transmis auparavant à la direction exécutive », précise Ahoua N'Doli. Le coordonnateur du Rhdp du Moronou a exhorté l'ensemble des responsables de son parti à travailler en vue d'une meilleure implantation du Rhdp dans la

région. Pour lui, les uns et les autres doivent être soudés afin de garantir le succès en 2020. Il a indiqué qu'il y a des retards dans la mise en place du programme d'activité. Mais, promet-il, cela va se corriger très rapidement, au regard de la volonté affichée par tous les responsables qui ont été nommés par la direction exécutive du Rhdp. Le recensement des militants va constituer un pan important du programme d'activité des premiers responsables du Rhdp dans le Moronou. Dans quelques jours, les militants du Rhdp des villes, communes, villages... seront connus grâce à ce processus.

Le coordonnateur régional se propose d'entreprendre, dans les semaines à venir, une tournée de mobilisation dans les 11 sous-préfectures et 7 communes de la région, à l'effet de galvaniser les militants et les inviter à occuper le terrain pour faire du Rhdp la première formation politique dans le Moronou. Le Dr Kaba Ibrahima a prononcé une conférence, au cours de cette réunion, sur les représentations de la Commission électorale indépendante régionale.

Source : Sercom

Collectivités territoriales

Les élus locaux engagés pour la cause des enfants en difficulté

Un séminaire de réflexion a permis aux régions et districts de réaliser la nécessité de renforcer les services de base.

L'Assemblée des régions et districts de Côte d'Ivoire (Ardci) s'est associée à l'Unicef pour lancer une étude qualitative en vue de rechercher les causes de la privation des enfants. L'atelier de restitution des travaux de cette étude a eu lieu, hier, à l'hôtel du District au Plateau.

Bamba Siama, représentant Eugène Aka Aouélé, président de cette fédération des élus locaux, a soutenu que l'objectif visé est de savoir si l'action sociale menée par l'Ardci est bien orientée, notamment en direction des enfants qui éprouvent d'énormes difficultés.

Il a soutenu que l'analyse des causes sociales, économiques et culturelles des privations des enfants constituera un outil crucial pour recentrer les questions concernant l'accès et l'utilisation des services sociaux de base.

Munis de ces informations, a-t-il précisé, « nous pour-



L'Assemblée des régions et districts organise régulièrement des consultations pour renforcer ses moyens d'action.

rons faire un plaidoyer auprès du gouvernement et de nos partenaires traditionnels et nouveaux » en vue d'assister les plus petits.

Rodolphe Tchambi, administrateur planification à l'Unicef, a, sous la base de

cette étude, révélé que 96% des enfants en Côte d'Ivoire n'ont pas accès à un logement décent, à de l'eau potable, aux soins de santé...

« Notre objectif est de pousser à l'action, de sorte que tous les enfants privés de

leurs droits, puissent vivre de manière équilibrée, épanouie et bénéficier de l'encadrement nécessaire pour accéder à des services qui permettent d'améliorer leur bien-être », a-t-il expliqué.

Le secrétaire général 1 du

district, Dombia Adama, représentait le préfet d'Abidjan, Vincent Toh Bi, à cet atelier. Cette étude a porté

sur des enfants vivant dans les communes de Yopougon et d'Abobo.

KANATÉ MAMADOU

Prolifération des armes légères

La Cedeao et la ComNat-Alpc impliquent le genre dans la lutte

Examiner et valider le rapport d'études de base et le plan d'action de la problématique du Genre pour lutter contre la prolifération, la circulation illicite et le trafic des armes légères et de petit calibre dans la région. C'est l'objectif visé par la Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre (ComNat-Alpc) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), qui se réunissent conjointement, les 29-30 octobre, avec les représentants des huit pays impliqués dans cette lutte à un atelier au siège de la commission à Cocody.

criminalité transfrontalière organisée, une menace réelle à la viabilité des États.

C'est pourquoi, il salue la mise en place d'un cadre juridique qui traite du régime des armes sous le ressort territorial par la Cedeao, notamment à travers la création, pour le compte de la Côte d'Ivoire de la ComNat-Alpc, en 2009.

Ahoba Piex Joseph Aipri, représentant Jean-Claude Kassi Brou, président en exercice de la Cedeao, a abondé dans son sens, précisant que « les menaces qui pèsent sur la région et qui freinent ses acquis en matière de développement sont encore énormes ».

Par conséquent, les plus visées sont les femmes, les jeunes garçons et les jeunes les filles.

Pour une meilleure maîtrise du contrôle de ces engins, il salue la décision d'implication des femmes dans la lutte. Dans son préambule, la Convention de la Cedeao prend en compte la résolution 1325 du Conseil de Sécurité sur la femme, la paix et la sécurité et reconnaît le rôle spécifique de la femme dans la construction de la paix.

Au dire du Colonel Léon Djokouéhi, secrétaire exécutif de la ComNat-Alpc, représentant le président, l'atelier vise deux intérêts principaux : lutter contre le phénomène de prolifération des armes légères dans la région Cedeao et impliquer véritablement le genre dans cet exercice afin d'aboutir à des résultats plus significatifs. Ceci, parce que la région ouest-africaine, à l'instar de toute l'Afrique, subit encore les affres des actes de grand banditisme et de

HERVE ADOU

Opérations de maintien de la paix

Des députés se familiarisent avec les notions militaires

Des membres de la Commission de la Sécurité et de la Défense (Csd) de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire ont participé à un séminaire sur le contrôle parlementaire, du 24 au 26 octobre, à Abidjan. Organisé par la Friedrich-Ebert-Stiftung (Fes) sur le thème « La contribution des parlementaires dans les opérations extérieures », il avait pour but de mettre l'accent sur l'apport du parlementaire, en référence à la Loi de projection des troupes à l'extérieur sur ce phénomène.

Pour le député Yéo Fozie, président de la commission parlementaire, « la conduite des opérations extérieures nécessite une formation spécifique afin de doter le soldat de capacités lui permettant de mener les procédures opérationnelles pour une montée en puissance d'un bataillon avec comme fond de trame, une intervention dans le cadre



La fondation Friedrich-Ebert-Stiftung a permis aux députés de la Commission sécurité de renforcer leurs capacités. (PHOTOS:DR)

d'une mission de type onusien ». Cette activité faisant suite à une sollicitation de la Csd afin de réfléchir sur la question de projection des troupes ivoiriennes à l'extérieur au regard des expériences africaines, il a souhaité que ses pairs appliquent les règles requises pour une meilleure collaboration entre Etats. Surtout que la volonté du

Président de la République Alassane Ouattara est d'accroître la participation de la Côte d'Ivoire aux opérations de maintien de la paix.

Thilo Schöne, Représentant résident de la Fes, a salué la collaboration entre son organisation et la Csd, qui vise au renforcement du contrôle parlementaire dans la consolidation de l'Etat de droit et de la démocratie.

Le séminaire s'inscrivait dans le prolongement du voyage effectué par une délégation de la Csd en Allemagne du 7 au 11 octobre 2018, pour s'informer et échanger sur le sujet: « Le rôle du parlement allemand dans les opérations militaires extérieures ».

H. ADOU Sercom Fes

Précision

Dans notre parution du lundi 28 octobre, nous avons écrit dans l'article intitulé « Rhdpc / Gbéléban: Les présidentes départementales et communales installées » publié à la page 8, que la présidente des femmes du Rhdpc s'appelle Odette Agnéro. Les lecteurs ont certainement constaté que

nous avons désigné la première responsable des femmes du Rhdpc par son nom de jeune fille qui est Agnéro. Nous aurions dû écrire Mme Odette Éhui née Agnéro.

Nous présentons nos excuses à la concernée, à sa famille, ses proches et aux lecteurs pour ce manquement.

Réhabilitation et construction d'infrastructures sanitaires

63 milliards de F Cfa pour les travaux du Chu de Yopougon et de cinq hôpitaux

Les accords de marché ont été signés, hier, à la Primature, par les représentants de l'État ivoirien et les dirigeants de Setao/Bouygues Bâtiment International et d'Agentis international.

Le Centre hospitalier universitaire (Chu) de Yopougon, qui sera fermé au public à compter du vendredi 1^{er} novembre, n'attendra pas longtemps pour faire peau neuve. L'établissement sanitaire sera, en effet, en chantier dans les jours à venir pour sa réhabilitation totale. L'accord de marché entre l'Etat de Côte d'Ivoire et l'entreprise d'exécution des travaux a été paraphé, hier, à la Primature, au Plateau. Ont signé, pour la partie ivoirienne, les ministres de l'Economie et des Finances, Adama Coulibaly ; de la Santé et de l'Hygiène publique, Eugène Aka Aouélé et de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, Bruno Nabagné Koné et pour Setao/Bouygues Bâtiment International, Nicolas De Roquefeuil, son directeur général. Coût des travaux qui vont durer 36 mois : 40,819 milliards de F Cfa.

Les trois ministres ivoiriens ont, dans le même ordre, signé, avec Adil Mestoui, directeur général d'Agentis International, un marché de 22,2 milliards de

F Cfa portant sur la construction et l'équipement de services de cinq hôpitaux généraux et régionaux. Il s'agit, au dire d'Eugène Aka Aouélé, « d'un service neuf de traumatologie à l'hôpital général de Toumodi, d'un service neuf des urgences à l'hôpital général de Daoukro, d'un service neuf des urgences au Centre hospitalier régional de Séguéla, d'un service neuf d'imagerie médicale au Centre hospitalier régional d'Abengourou et d'un noyau chaud à l'hôpital général de Bouna ». Le noyau chaud de l'Hp de Bouna comprendra deux blocs opératoires avec stérilisation, un service de radiologie avec un scanner et une table de radiologie os-poumon. Il comprendra également une unité d'hospitalisation et une unité technique d'accouchement pour la prise en charge des femmes et des nouveau-nés.

Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique a indiqué qu'il s'agit de marchés publics de conception de travaux et de fourniture d'équipements médicaux et non médicaux pour la restructuration, la réhabilitation



Le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, a apporté sa caution à la signature des marchés avec Setao/Bouygues et Agentis International.

et l'équipement d'établissements sanitaires nationaux. Il a rappelé aux entreprises attributaires les attentes fortes du gouvernement ivoirien quant à la qualité des infrastructures et

le délai d'exécution des travaux. En marge de la signature des marchés avec Setao/Bouygues Bâtiment International et Agentis International, le gouverne-

ment ivoirien a conclu, au cours de la même cérémonie, un accord de cession d'un terrain de près de 9 hectares avec le groupe Cecita, une coopérative de travailleurs de l'Asecna. Le

site acquis est dédié à la construction de l'hôpital général de Yopougon Sud.

GERMAIN GABO

Lutte contre la drogue

L'Appel à la mobilisation du Général Diomandé Vagondo

Comme il l'avait ébauché à l'ouverture de la cérémonie de la Journée internationale de lutte contre la drogue, le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le général Vagondo Diomandé, est revenu avec instance sur son appel à la mobilisation de tous contre le fléau, lors de la clôture. Dans la salle de conférences de la mairie archi-comble, son directeur de cabinet, Benjamin Effoli, qui le représentait à cette ultime cérémonie, a relancé le message.

« Toute la nation, par divers moyens, doit lutter contre le trafic illicite et l'abus des drogues en Côte d'Ivoire. Permettez-moi de rappeler que ce combat doit être l'affaire de tous, aussi bien de l'Etat que ses partenaires. Tous ici, autant que nous sommes, nous devons faire de la lutte contre les drogues un pan de notre action. Chacun de nous doit avoir une arme contre les drogues et les trafiquants », plaide-t-il. Pour être plus direct, le ministre Diomandé Vagondo pointe du doigt les uns et les autres : « Les parents doivent éduquer. Les leaders communautaires et professionnels doivent sensibiliser. Les artistes et les intel-

lectuels doivent se mobiliser... ».

Quant à la police, elle continuera de remplir sa mission. Son premier responsable en donne l'assurance. Elle sera disponible pour soutenir les différents acteurs de la lutte « sans relâche ». A tous, il indique que les commissariats de police sont ouverts 24 h sur 24 et prêts à recevoir tout dénonciateur. « Chers amis de la Côte d'Ivoire et ceux qui ont choisi notre pays comme une seconde terre, ne laissez passer aucun indice qui peut nous conduire à la neutralisation des drogues et de leurs trafiquants », en appelle-t-il.

Quant aux différents travaux de la rencontre d'Abobo, le ministère de la Sécurité et de la Protection civile en a une bonne appréciation. Le directeur de cabinet a parlé du « sérieux et de la détermination » dont ont fait preuve les participants au cours des ateliers.

Les conclusions des travaux comme les a présentées le secrétaire général du Comité de lutte anti-drogue (Clad), le général Krouma Mamadou, ont porté sur plusieurs points essentiels. A savoir la sensibilisation aux méfaits des drogues, les informations relatives au



Les participants décidés à lutter contre le trafic illicite et l'abus des drogues en Côte d'Ivoire. (PHOTOS: JOSEPHINE KOUADIO).

projet de révision de la loi sur la lutte contre les drogues et au projet de mise en place du Plan national intégré de lutte contre la drogue. Le Comité interministériel de

lutte anti-drogue, organisateur de l'événement, a aussi préché pour sa paraisse au cours des travaux. Ses dirigeants exécutifs plaident pour une réorganisation et davantage de moyens

qui leur permettront d'être beaucoup plus efficaces. Le ministère s'engage à examiner les conclusions avec « dextérité puis à les défendre devant le gouvernement, le

Premier ministre et le Président de la République ».

ALAKAGNI HALA

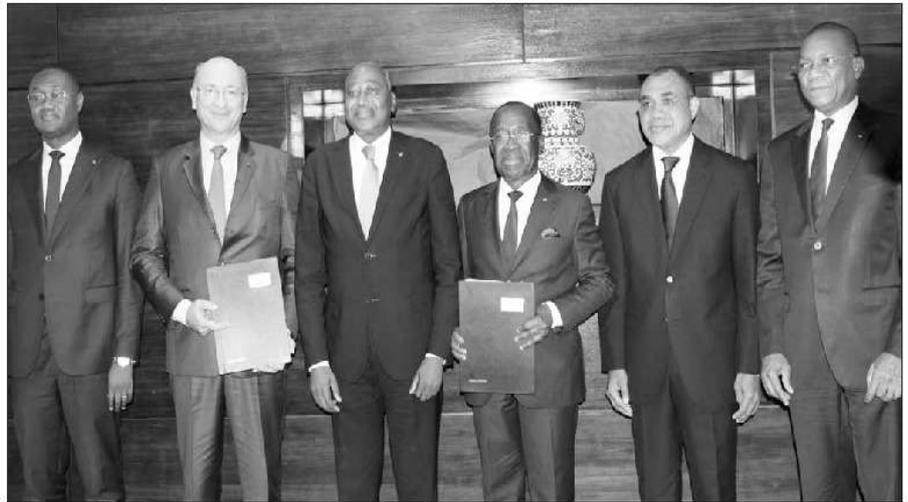
Réhabilitation et construction d'infrastructures sanitaires

63 milliards de F Cfa pour les travaux du Chu de Yopougon et de cinq hôpitaux

Les accords de marché ont été signés, hier, à la Primature, par les représentants de l'État ivoirien et les dirigeants de Setao/Bouygues Bâtiment International et d'Agentis international.

Le Centre hospitalier universitaire (Chu) de Yopougon, qui sera fermé au public à compter du vendredi 1^{er} novembre, n'attendra pas longtemps pour faire peau neuve. L'établissement sanitaire sera, en effet, en chantier dans les jours à venir pour sa réhabilitation totale. L'accord de marché entre l'Etat de Côte d'Ivoire et l'entreprise d'exécution des travaux a été paraphé, hier, à la Primature, au Plateau. Ont signé, pour la partie ivoirienne, les ministres de l'Economie et des Finances, Adama Coulibaly ; de la Santé et de l'Hygiène publique, Eugène Aka Aouélé et de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, Bruno Nabagné Koné et pour Setao/Bouygues Bâtiment International, Nicolas De Roquefeuil, son directeur général. Coût des travaux qui vont durer 36 mois : 40,819 milliards de FCfa. Les trois ministres ivoiriens ont, dans le même ordre, signé, avec Adil Mestoui, directeur général d'Agentis International, un marché de 22,2 milliards de

FCfa portant sur la construction et l'équipement de services de cinq hôpitaux généraux et régionaux. Il s'agit, au dire d'Eugène Aka Aouélé, « d'un service neuf de traumatologie à l'hôpital général de Toumodi, d'un service neuf des urgences à l'hôpital général de Daoukro, d'un service neuf des urgences au Centre hospitalier régional de Séguéla, d'un service neuf d'imagerie médicale au Centre hospitalier régional d'Abengourou et d'un noyau chaud à l'hôpital général de Bouna ». Le noyau chaud de l'Hp de Bouna comprendra deux blocs opératoires avec stérilisation, un service de radiologie avec un scanner et une table de radiologie os-poumon. Il comprendra également une unité d'hospitalisation et une unité technique d'accouchement pour la prise en charge des femmes et des nouveau-nés. Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique a indiqué qu'il s'agit de marchés publics de conception de travaux et de fourniture d'équipements médicaux et non médicaux pour la restructuration, la réhabilitation



Le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, a apporté sa caution à la signature des marchés avec Setao/Bouygues et Agentis International.

et l'équipement d'établissements sanitaires nationaux. Il a rappelé aux entreprises attributaires les attentes fortes du gouvernement ivoirien quant à la qualité des infrastructures et

le délai d'exécution des travaux. En marge de la signature des marchés avec Setao/Bouygues Bâtiment International et Agentis International, le gouverne-

ment ivoirien a conclu, au cours de la même cérémonie, un accord de cession d'un terrain de près de 9 hectares avec le groupe Cecita, une coopérative de travailleurs de l'Asecna. Le

site acquis est dédié à la construction de l'hôpital général de Yopougon Sud.

GERMAIN GABO

Lutte contre la drogue

L'Appel à la mobilisation du Général Diomandé Vagondo

Comme il l'avait ébauché à l'ouverture de la cérémonie de la Journée internationale de lutte contre la drogue, le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le général Vagondo Diomandé, est revenu avec instance sur son appel à la mobilisation de tous contre le fléau, lors de la clôture. Dans la salle de conférences de la mairie archi-comble, son directeur de cabinet, Benjamin Effoli, qui le représentait à cette ultime cérémonie, a relancé le message. « Toute la nation, par divers moyens, doit lutter contre le trafic illicite et l'abus des drogues en Côte d'Ivoire. Permettez-moi de rappeler que ce combat doit être l'affaire de tous, aussi bien de l'Etat que ses partenaires. Tous ici, autant que nous sommes, nous devons faire de la lutte contre les drogues un pan de notre action. Chacun de nous doit avoir une arme contre les drogues et les trafiquants », plaide-t-il. Pour être plus direct, le ministre Diomandé Vagondo pointe du doigt les uns et les autres : « Les parents doivent éduquer. Les leaders communautaires et professionnels doivent sensibiliser. Les artistes et les intel-

lectuels doivent se mobiliser... ». Quant à la police, elle continuera de remplir sa mission. Son premier responsable en donne l'assurance. Elle sera disponible pour soutenir les différents acteurs de la lutte « sans relâche ». A tous, il indique que les commissariats de police sont ouverts 24 h sur 24 et prêts à recevoir tout dénonciateur. « Chers amis de la Côte d'Ivoire et ceux qui ont choisi notre pays comme une seconde terre, ne laissez passer aucun indice qui peut nous conduire à la neutralisation des drogues et de leurs trafiquants », en appelle-t-il. Quant aux différents travaux de la rencontre d'Abobo, le ministère de la Sécurité et de la Protection civile en a une bonne appréciation. Le directeur de cabinet a parlé du « sérieux et de la détermination » dont ont fait preuve les participants au cours des ateliers. Les conclusions des travaux comme les a présentées le secrétaire général du Comité de lutte anti-drogue (Clad), le général Krouma Mamadou, ont porté sur plusieurs points essentiels. A savoir la sensibilisation aux méfaits des drogues, les informations relatives au



Les participants décidés à lutter contre le trafic illicite et l'abus des drogues en Côte d'Ivoire. (PHOTOS: JOSEPHINE KOUADIO).

projet de révision de la loi sur la lutte contre les drogues et au projet de mise en place du Plan national intégré de lutte contre la drogue. Le Comité interministériel de

lutte anti-drogue, organisateur de l'événement, a aussi préché pour sa paraisse au cours des travaux. Ses dirigeants exécutifs plaident pour une réorganisation et davantage de moyens

qui leur permettront d'être beaucoup plus efficaces. Le ministère s'engage à examiner les conclusions avec « dextérité puis à les défendre devant le gouvernement, le

Premier ministre et le Président de la République ».

ALAKAGNI HALA

PsGOUV / Programme électricité pour tous

Le gouvernement raccorde 400 mille ménages

Les députés de la Commission des Affaires économiques et financières (Caef) ont adopté, hier, le projet de loi ratifiant l'Ordonnance portant création, attribution, organisation et fonctionnement du Fonds pour le Programme électricité pour tous, en abrégé « Fonds Pept »

Les députés de la Commission des Affaires économiques et financières (Caef) de l'Assemblée nationale ont donné leur accord, hier, à l'unanimité des membres présents, pour la ratification de l'Ordonnance N° 2018-809 du 24 octobre 2018, portant création, attribution, organisation et fonctionnement du Fonds pour le programme électricité pour tous, en abrégé « Fonds Pept ».

Ce programme a été adopté en Conseil des ministres du 27 mai 2014 pour permettre à une frange importante de la population, à l'horizon 2020, d'avoir un accès effectif à l'électricité à travers des modalités souples d'acquisition de leurs branchements-abonnements. Ce programme octroie aux couches sociales à faible revenu la possibilité de payer désormais 1000 F Cfa pour accéder à l'électricité. Le remboursement du solde du prix du kit Pept qui comprend le branchement, l'abonnement et l'installation intérieure au besoin, évalué à 150 mille francs Cfa, s'effectuera à travers les achats d'énergie de l'abonné sur une période de 10 ans.

Dans le cadre du Programme social du gouvernement (Ps GOUV), le gouvernement a décidé d'amplifier ce programme



Après quelques heures de débats, le ministre Abdourahmane Cissé (au centre) a obtenu le quitus des députés de la Caef. (PH : DR)

qui connaît un grand succès, eu égard à son fort impact social.

Le Fonds Pept dont la loi ratifiant l'ordonnance qui l'a créé a été adoptée en Commission par les députés permettra de donner une garantie de transparence et d'efficacité dans la gestion du Programme électricité pour tous afin de rassurer

les bailleurs de fonds. Selon l'exposé des motifs du projet de loi soumis aux députés, plusieurs bailleurs de fonds institutionnels tels que l'Union européenne, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et l'Agence française de développement ont manifesté leur intérêt pour cette initiative.

Pour la période 2019-2020, le gouvernement projette de raccorder 400 mille ménages pour un coût global de 60 milliards de Fcfa. Cet important investissement qui s'inscrit dans le cadre du Ps gouv bénéficie du soutien des bailleurs auprès de qui le gouvernement a déjà mobilisé 40 milliards de F Cfa, selon ministre Abdourahmane

Cissé. Jusqu'en septembre 2019, ce sont 686 mille ménages qui ont bénéficié du programme électricité pour tous. Pour la seule année 2019, 121 mille ménages ont déjà été raccordés.

Le taux de desserte des ménages en électricité était de 29% en 2011. A fin 2020, ce taux sera porté à 53% selon les projections du gouvernement.

« Le raccordement des ménages à l'électricité s'accompagne de distribution de kits de lampe basse consommation (...) A ce jour, ce sont 4,5 millions de lampes basse consommation qui ont été distribuées », a mentionné Abdourahmane Cissé.

Le Programme électricité pour tous se déroule parallèlement au Programme national d'électrification rurale (Proner). A la demande des députés, le mi-

nistre a fait le point sur l'évolution de ce projet. A fin 2020, 80% des 8518 localités ivoiriennes seront électrifiées, a assuré Abdourahmane Cissé. Ce taux était de 33% en 2011, soit 2818 localités. Seulement de 2012 à fin septembre 2019, le gouvernement a électrifié 2519 localités. Pour la période allant de 2019 à 2020, il ne reste plus que 1838 localités à électrifier pour réaliser les objectifs du gouvernement. Grâce à cet effort important, aucune zone du pays ne présente un taux d'électrification en dessous de 20%, selon le commissaire du gouvernement.

« L'instruction du Président de la République est de faire en sorte qu'aucune région du pays ne soit laissée pour compte », a rappelé le ministre ■

DAVID YA

Création de l'Ordre des ingénieurs en génie civil Les professionnels valident l'avant-projet de loi

Les membres de l'Association interprofessionnelle des ingénieurs du génie civil (Aigc) ont procédé le 24 octobre à la relecture puis à la validation de l'avant-projet de loi portant création de l'ordre des ingénieurs en génie civil de Côte d'Ivoire (Oigc-Ci), au Centre d'information géographique et du numérique (Cign/Bret) à Cocody. Le document objet de la rencontre est constitué de 22 pages, quatre titres et 90 articles.

Représentant le ministre Amedé Koffi Kouakou en charge de l'Équipement et de l'Entretien routier, également président de l'Aigc, Aristide Yao, directeur de cabinet, a rappelé que la mise en place de l'Oigc émane de la volonté de la Côte d'Ivoire de se conformer à une directive de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa).

Aristide Yao a donc estimé qu'il était « impérieux de soumettre le texte à l'appréciation de l'ensemble des professionnels eux-mêmes », pour s'assurer que le document encadre suffisamment la corporation. Il a donc invité les participants à tout mettre en œuvre pour que les travaux aboutissent « à un

texte consensuel ». Quant à Claude Dongo, conseiller technique représentant le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, il a souhaité que la diversité de pensée soit un instrument utile dans le processus de mise en place de l'Oigc. Claude Dongo a aussi conseillé que les actions à mener notamment en termes de lobbying se fassent avec diligence, surtout pour tous les membres qui sont des collaborateurs proches des membres du gouvernement.

Parce que, a-t-il souligné, « l'ordre ne rayonnera que parce que nous nous serions engagés à le faire ». Pour sa part, Gnaleko Giscard Olivier, vice-président de l'Aigc, n'a pas manqué de saluer « la prompte disponibilité, la claire vision, l'engagement moral et financier » du ministre Amedé Koffi Kouakou. Il a profité de l'occasion pour rendre un hommage appuyé à tous les membres de l'Association pour le travail abattu, notamment Blanche Pango Tano, conseillère technique du Dg de l'Agence ivoirienne de gestion des fréquences radioélectriques (Aigf) ■

ABOUBAKAR BAMBA

Industrie du textile et de l'habillement Une stratégie de relance en cours d'élaboration

Des acteurs intervenant dans l'industrie du textile et de l'habillement, préparent activement la relance de ce secteur en difficulté depuis plusieurs années. Ils sont réunis, depuis hier en atelier à Grand-Bassam.

« Que cet atelier soit le début de la refondation du secteur du textile en Côte d'Ivoire », a lancé Adama Coulibaly, directeur général du Conseil coton anacarde, à l'ouverture des travaux, qui durent deux jours et prennent fin aujourd'hui. La rencontre de Grand-Bassam devrait ainsi permettre à la soixantaine de participants d'échanger en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale de relance du secteur du textile et de l'habillement. Lors des travaux, il sera question de relever la situation actuelle du secteur, de ressortir le contexte national et international ainsi que les contraintes et opportunités qu'il présente.



Une soixantaine d'experts prennent part à la rencontre de Grand-Bassam. (PH : DR)

Les recommandations issues de cet atelier devraient servir de base à l'élaboration d'un plan d'action par un groupe de travail mis en œuvre à cet effet. Le rendez-vous de Grand-Bassam est également l'occasion

pour l'Institut Tony Blair de faire la restitution des premiers résultats de sa mission et de proposer des solutions de relance durable de la filière. Vu l'intérêt du sujet, la Primature ainsi que le ministère du Commerce et

de l'Industrie ainsi que celui de l'Agriculture suivent de près ce dossier.

Considérées comme l'un des fleurons de l'agro-industrie ivoirienne dans les années 1990, les industries de 2^e et 3^e transformation du coton, notamment la filature - tissage traversent aujourd'hui des moments difficiles. Des unités comme Ftg, Cotivo et Utex-Ci parvenaient à traiter jusqu'à 20% de la production totale de coton fibre. La plupart de ces unités, fortement affectées par les effets de la libéralisation en 2000, puis par la décennie de crise militaro-politique (2002-2011) sont à l'arrêt ou tournent au ralenti.

La conséquence est que moins de tonnes de coton sont traitées localement alors que la production de l'or blanc ne cesse d'augmenter depuis la dernière réforme. La production de coton graine étant passée de 413 205 tonnes à 468 983 tonnes ■

ANOH KOUAKO



BOLLORE

TRANSPORT & LOGISTICS

Bolloré Transports & Logistics Côte d'Ivoire

S.A. avec Conseil d'Administration au capital de 10 887 060 000 FCFA, Siège social : TREICHVILLE - 1 Avenue Christiani 01 BP 1727 Abidjan 01 – RCI
 TEL : +225 21 220 420 / FAX : +225 21 220 795 / RCCM N° CI-ABJ-1962B-1141 / CC 0101142A

RAPPORT D'ACTIVITE DU PREMIER SEMESTRE 2019

I- Tableau d'activité et de résultats

Indicateurs en F CFA	1er Semestre 2019 (1)	1er Semestre 2018 (2)	31/12/2018	Variations	
				En valeur (3)= (1) - (2)	En pourcentage (%) (4)= ((1) - (2))/(2)*100
Chiffre d'affaires	46 792 947 562	46 975 904 930	89 298 914 086	- 182 957 368	-0,4%
Résultat d'exploitation	2 873 177 813	2 889 523 522	3 835 242 845	- 16 345 709	-1%
Résultat financier	10 189 292 182	7 689 950 444	8 960 200 374	2 499 331 738	33%
Résultat activité ordinaire	13 062 469 905	10 579 483 966	12 795 443 019	2 482 986 029	23%
Impôts sur le résultat	1 321 565 000	1 655 543 250	2 372 021 250	- 333 978 250	-20%
Résultat net	11 768 097 910	8 940 180 112	10 408 503 423	2 827 917 798	32%

II- Commentaires de la direction de la société

. Sur l'activité

Nous enregistrons au 1er semestre 2019, une légère baisse de notre chiffre d'affaires et de notre résultat d'exploitation respectivement de -182 957 368 FCFA soit - 0,4% et - 16 345 709 FCFA soit - 1%. Le résultat financier croit de 2 499 331 738 FCFA dû à la hausse des dividendes des filiales.

Par conséquent le résultat net est en hausse de 2 827 917 798 FCFA soit + 32%.

La légère baisse des performances de l'activité trouve son explication à travers nos principaux métiers:

-Le transit Maritime export en raison des faibles volumes de cajou exportés et le transit import en raison de la baisse des volumes de certains de nos clients traditionnels.

-Cette situation a été partiellement compensée par la bonne performance de la manutention conventionnelle, de la livraison manutention et de l'entreposage à valeur ajoutée.

. Sur les incidences probables

RAS

III- Autres informations pertinentes

RAS

Le tableau d'activités a fait l'objet d'une revue limitée des commissaires aux comptes.

Ecobank publie ses résultats financiers à fin Septembre 2019



- Produit net bancaire en baisse de 14% à 1 169 millions \$EU (682 milliards FCFA)
- Résultat avant impôt en baisse de 4% à 303 millions \$EU (177 milliards FCFA)
- Résultat net, en baisse de 12%, s'établit à 218 millions \$EU (127 milliards FCFA)
- Total du bilan progresse de 3% à 22,6 milliards \$EU (13 597 milliards FCFA)
- Capitaux propres en baisse de 10% à 1,8 milliards \$EU (1 098 milliards FCFA)

	Exercice clos le 30 septembre 2019		Exercice clos le 30 septembre 2018		% Variation	
	milliers \$EU	millions FCFA	milliers \$EU	millions FCFA	\$EU	FCFA
Produit net bancaire	1 168 992	682 441	1 366 952	769 074	-14%	-11%
Résultat avant impôt	302 852	176 801	314 495	176 941	-4%	0%
Impôts sur les bénéfices	88 659	51 758	67 935	38 221	31%	35%
Résultat net consolidé	218 077	127 310	247 223	139 093	-12%	-8%
Total du bilan	22 571 902	13 597 389	21 873 301	12 394 563	3%	10%
Total des capitaux propres	1 823 411	1 098 429	2 022 662	1 146 147	-10%	-4%

Ade Ayeyemi, le Directeur Général du Groupe, a déclaré : « Nous avons continué à concentrer nos efforts sur nos priorités stratégiques. En dépit des freins à la croissance des revenus, la plupart de nos régions ont affiché une forte croissance de leurs résultats, le résultat avant impôt de l'ensemble du Groupe ayant atteint 303 millions \$EU, preuve de la résilience de notre stratégie panafricaine. Nous avons poursuivi la modernisation de notre logiciel d'exploitation bancaire qui est désormais utilisé pour environ 80 % des transactions du Groupe et dans 22 de nos 34 pays, moins d'un an après le début de son déploiement qui sera achevé d'ici mi-novembre 2019.

Notre engagement constant à proposer la meilleure offre de produits numériques demeure essentiel. Nos Zones EcobankPay se développent dans notre réseau, offrant aux PME et aux ménages des solutions de paiement dématérialisées simples et sécurisées. Nous renforçons également notre réseau d'agents agréés en permettant ainsi à un plus grand nombre d'Africains précédemment non bancarisés d'avoir accès aux services bancaires. Conscients de la nécessité de garantir à nos clients une excellente expérience dans tous nos points de contact avec eux, nous sommes résolument engagés à y parvenir. Nous sommes convaincus que toutes les mesures que nous mettons en œuvre seront source de création de valeur à long terme pour l'ensemble de nos parties prenantes.

Ade Ayeyemi
Directeur Général du Groupe

Ayo Adepoju
Directeur Financier par intérim

www.ecobank.com

Compte de Résultat consolidé non audité

	Exercice clos le 30 septembre 2019		Exercice clos le 30 septembre 2018		% Variation	
	milliers \$EU	millions FCFA	milliers \$EU	millions FCFA	\$EU	FCFA
Produits d'intérêts	1 030 375	601 519	1 156 100	650 445	-11%	-8%
Charges d'intérêts	(489 737)	(285 902)	(453 396)	(255 090)	8%	12%
Marge nette des intérêts	540 638	315 617	702 704	395 355	-23%	-20%
Produits d'honoraires et de commissions	342 537	199 968	377 630	212 462	-9%	-6%
Charges d'honoraires et de commissions	(27 262)	(15 915)	(48 528)	(27 303)	-44%	-42%
Revenus nets de trading	270 860	158 124	277 627	156 198	-2%	1%
Produits des autres activités	42 219	24 647	57 519	32 362	-27%	-24%
Revenus hors intérêts	628 354	366 824	664 248	373 719	-5%	-2%
Produit net bancaire	1 168 992	682 441	1 366 952	769 074	-14%	-11%
Charges du personnel	(356 727)	(208 252)	(373 573)	(210 180)	5%	1%
Dotations aux amortissements	(77 531)	(45 262)	(74 439)	(41 881)	4%	8%
Autres charges d'exploitation	(341 702)	(199 481)	(387 759)	(218 161)	-12%	-9%
Total charges d'exploitation	(775 960)	(452 995)	(835 771)	(470 222)	-7%	-4%
Résultat d'exploitation hors provisions	393 032	229 446	531 181	298 852	-26%	-23%
Provisions sur créances douteuses	(185 036)	(108 022)	(275 120)	(154 789)	-33%	-30%
Recouvrement	126 656	73 940	72 676	40 891	74%	81%
Provisions sur autres actifs financiers	(31 662)	(18 484)	(14 469)	(8 141)	119%	127%
Provisions sur actifs financiers	(90 042)	(52 564)	(216 913)	(122 039)	-58%	-57%
Résultat d'exploitation	302 990	176 882	314 268	176 813	-4%	0%
Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence	(138)	(81)	227	128	-161%	-163%
Résultat d'exploitation	302 852	176 801	314 495	176 941	-4%	0%
Impôt sur les bénéfices	(88 659)	(51 758)	(67 935)	(38 221)	31%	35%
Résultat net consolidé	214 193	125 043	246 560	138 720	-13%	-10%
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	3 884	2 267	663	373	486%	508%

CRISE DANS LA FILIÈRE HÉVÉA

Des planteurs adressent un message à Ouattara

Les planteurs d'hévéa membres de l'Association des planteurs actionnaires de la Saphic (Aph-Saphic) souhaitent que le président Alassane Ouattara arrête des décisions fermes qui devraient mettre un terme au contentieux qui oppose les planteurs d'hévéa membres de la Société africaine pour la promotion hévécicole et l'industrialisation de caoutchouc (Saphic) à l'actuelle direction de la société Tropical Rubber Côte d'Ivoire (Trci). Situation conflictuelle qui est née de la privatisation de l'ex-complexe agro-industriel-Saph Aguédédou. Cette sollicitation du président de la République intervient suite à une enquête diligentée par la Haute autorité pour la bonne gouvernance (Habg) portant sur l'affaire. Ces décisions sont d'autant plus at-



Les planteurs attendent du président Ouattara qu'il prenne des décisions fermes pour mettre fin à la crise. (Ph. DR)

tendues que les planteurs ont été privés des dividendes auxquels leur statut d'actionnaires majoritaires dans le capital de Trci leur donne droit. Aussi, ont-ils été écartés de la gestion de Trci en violation du protocole d'accord du 24 février 1995 et du décret N° 95-377 du 30 mars

1995, portant privatisation de l'ex-Saph Aguédédou.

En effet, la Trci aurait, initialement, dû être constituée en vertu du décret de création et avoir en son sein trois actionnaires, personnes morales, à savoir l'Etat de Côte d'Ivoire (20%), Gmg Investment (32%), Saphic (48%). Mais, 25 ans après, les planteurs qui n'ont jamais perçu les dividendes auxquels ils ont droit, continuent d'en subir le préjudice.

C'est pourquoi ces derniers, réunis au sein de l'Association des planteurs actionnaires de la Saphic (Aph-Saphic) dirigée par Djokou Mobio Paul, ont saisi les services de N'golo Coulibaly, président de la Haute autorité pour la bonne gouvernance (Habg). Ils attendent beaucoup des investigations qui devraient faire toute la lumière sur les infractions et crimes divers commis dans cette affaire, afin que les auteurs et complices répondent de leurs actes. D'autant plus que les

enquêteurs de la Habg ont, selon des sources bien introduites, réuni tous les états financiers de Trci, de sa création à ce jour, ainsi que les audits de la société. Cela après avoir auditionné tous les ministères et structures de l'Etat impliqués dans ce dossier.

L'on se souvient que Kaba Nialé, alors ministre auprès du Premier ministre, chargée de l'Économie et des Finances, saisie de cette affaire, avait ordonné un audit de Trci. Audit dont les résultats n'ont jamais été publiés. Heureusement pour les planteurs, l'enquête de la Habg va élucider cet aspect. Ce qui permettra, comme le Premier ministre Gon Coulibaly l'a dit, d'évaluer «le niveau légitime d'indemnisation des planteurs».

Par ailleurs, les planteurs de la Saphic devraient, conformément au protocole d'accord, intégrer le Conseil d'administration de Trci et assurer la gestion de ladite société. Après 25 ans, les planteurs attendent du président Alassane Ouattara qu'il les "libère" même si 402 d'entre eux ont quitté le monde des vivants sans avoir perçu leurs dividendes.

E.L.

INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES
Le projet Proforme de l'UE en CI a pris fin
La grosse inquiétude des partenaires financiers

Le Programme d'appui à la relance de la formation professionnelle et à l'insertion des jeunes (Proforme), financé par l'Union européenne (Ue) et mis en œuvre par l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi), est arrivé à son terme. Un atelier de restitution de l'évaluation finale du projet a eu lieu mardi 29 octobre 2019, à Abidjan-Plateau, en présence des principaux acteurs concernés.

Les évaluateurs ont tiré la conclusion qui est que : «Globalement, le projet Proforme s'est avéré efficace avec des impacts positifs, mais sa viabilité est mauvaise». «Quand on rentre dans une salle, on se rend compte que tout est beau, neuf, bon, mais qu'est-ce qu'il en restera dans deux ans ? Les résultats sont acquis mais ne sont pas durables», a déploré Anne Boutin, chef d'équipe d'évaluateurs.

Elle a expliqué, sur la base des résultats de l'évaluation, qu'alors que la partie ivoirienne était partie prenante dans la mise en œuvre du projet Proforme, l'Onudi s'est retrouvée à mettre en œuvre toutes les activités du projet. «La partie ivoirienne, de notre avis, n'a pas pu s'impliquer suffisamment», a-t-elle relevé.

De ce constat, Anne Boutin retient «qu'aujourd'hui, le programme s'arrête, l'Onudi va s'en aller, et du coup, l'appropriation de ce qui a été fait, n'est pas bien assurée. Il y a donc une très grosse inquiétude sur la maintenance des équipements qui ont été financés». Cela est d'autant plus inquiétant que les établissements voient leurs budgets de fonctionnement diminuer année après année. «Ils ne sont absolument pas en capacité d'assurer la



Anne Boutin (micro en main) a présenté une partie des résultats de l'évaluation du projet Proforme mis en œuvre en Côte d'Ivoire. (Ph. DR)

maintenance de ces équipements qui ont coûté beaucoup d'argent. Il y a de quoi s'inquiéter», a insisté le chef d'équipe.

On apprend, en effet, que dans le cadre de ce projet, des enseignants ont été formés pour la maintenance courante des équipements acquis. Cependant, en cas de panne, «il n'y a rien de prévu». Et le pire dans l'affaire, c'est que tout le monde avait été alerté sur ce risque dès le début de mise en œuvre du projet. Malheureusement, aucune disposition n'a été prise pour le prévenir. C'est en cela que les évaluateurs indigent «l'implication insuffisante» de la partie ivoirienne dans le projet Proforme. «Aujourd'hui, on attend du gouvernement qu'il dise : voilà ce qui est prévu. On peut former, mais si il n'y a pas de financement, ça ne sert à rien», a renchéri Anne Boutin, qui informe implicitement que les équipements sont désormais la propriété du gouvernement ivoirien, à lui de s'en occuper, l'Ue et l'Onudi ayant achevé leur part. Philippe de Poorter, ingénieur en génie civil, membre de l'équipe d'évaluation, a abondé dans le même sens, indiquant que le propre

d'un projet, c'est d'aider une structure à se développer. Mais par la suite, il appartient à cette structure de se donner les moyens d'assurer la pérennité des acquis du projet. «A la partie ivoirienne de penser à mettre le budget pour pouvoir adresser les besoins qui vont s'exprimer ne serait-ce qu'on niveau de la réparation des équipements, de l'entretien des bâtiments réhabilités», a-t-il relevé.

Rappelons que le projet Proforme a été initié en 2010 pour aider à reconstruire les centres de formation professionnelle et appuyer la réinsertion rapide des jeunes désœuvrés, y compris les ex-combattants, suite aux crises consécutives que le pays a connues. Le projet portait sur la réhabilitation et l'équipement des centres de formation en matériels modernes, ainsi que sur l'appui au gouvernement pour la mise en place de la réforme de la formation professionnelle et de l'enseignement technique. 11 établissements, au total, ont été réhabilités et ont entièrement été équipés grâce aux financements - environ 19 milliards de fca - mis à disposition par l'Ue.

Élysée LATH

AUTONOMISATION DE LA FEMME EN MILIEU RURAL

Les femmes de Takikro et N'Gbribo ont reçu un important appui

Les femmes de Takikro et N'Gbribo réunies au sein des associations «Femmes Dynamiques» et «Anouazé Trésor» peuvent pousser un ouf de soulagement. Dans leur quête d'autonomisation, elles ont reçu un important appui, le samedi 19 octobre 2019, dans le village de Takikro, commune d'Anoumaba. C'était au cours d'une journée dédiée à l'autonomisation de la femme en milieu rural. Le parrain de cette journée, le premier adjoint au maire d'Anoumaba, Enguerran Kassi, a offert à ses filleules de l'association «Femmes Dynamiques» une moto-pompe, des produits phytosanitaires, des arrosoirs et une somme de 200.000 fca. Quant à celles d'«Anouazé Trésor», elles ont reçu une aide de 300.000 fca pour améliorer les

conditions de stockage de la pâte de placali dont elles sont productrices.

Au nom de ces deux associations qui ambitionnent de faire de leurs localités et de la commune d'Anoumaba, la plaque tournante du vivier dans le Moronou, Mme Kouamé Aya Mélanie, présidente de «Anouazé Trésor» a exprimé leur reconnaissance au donateur, dont la promptitude a été saluée. Car, face aux difficultés de commercialisation conjuguées aux effets dévastateurs du changement climatique, ces femmes avaient besoin de matériel adéquat pour être plus efficace dans les cultures de contre-saisons qu'elles avaient trouvé comme palliatif pour contourner les effets des saisons.

H.O (Source : Sercom)



Les dons du parrain Enguerran Kassi, une véritable bouffée d'oxygène pour les femmes de Takikro et N'Gbribo. (Ph. DR)

PROGRAMME ÉLECTRICITÉ POUR TOUS Les députés valident la mise en place du fonds PEPT 60 milliards de Fcfa déjà mobilisés

Les députés membres de la Commission des affaires économiques et financières (Caef) de l'Assemblée nationale ont voté à l'unanimité le projet de loi ratifiant l'ordonnance n°2018-809 du 24 octobre 2018 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du fonds pour le Programme électricité pour tous (Pept). La ratification de ce projet de loi fait suite à sa présentation, mardi 29 octobre 2019, par le ministre du Pétrole, de l'Énergie et du Développement des Énergies renouvelables, Abdourahmane Cissé, au cours d'une session à l'Assemblée nationale à Abidjan-Plateau. Ce dernier a expliqué que la mise en place de ce fonds vise un objectif de mobilisation de ressources afin de permettre aux Ivoiriens d'avoir l'électricité à domicile, «sans compter les impacts positifs pour les jeunes en matière d'éducation, et aussi de création d'emplois et d'activités économiques».



Le ministre Abdourahmane Cissé a informé que 130 milliards de Fcfa ont été investis pour l'extension de l'électrification. (Ph. DR)

Il a informé qu'à la date d'aujourd'hui, ce sont 680 000 ménages qui ont bénéficié du Pept. L'objectif étant d'arriver à 400 000 branchements afin de permettre à 1 000 000 de ménages de bénéficier du Pept au cours des prochaines années, «de sorte que nous passions d'un taux de des-

serte de 30 % à fin 2011 à un taux de desserte de plus de 50 % à fin 2020». D'où, dira-t-il, les instructions données par le président de la République, afin de la mise en place du fonds Pept dans l'optique de mobiliser beaucoup plus de ressources. «Aujourd'hui, nous avons pu mobiliser auprès de nos

partenaires, notamment la Banque mondiale, l'Union européenne, la Banque africaine de développement (Bad), un peu plus de 50 milliards de Fcfa pour le financement du Pept. Nous avons mobilisé précisément 35 milliards de Fcfa auprès de la Banque mondiale, de l'Union européenne et de l'Agence française de développement (Afd) et nous venons de mobiliser 15 milliards de Fcfa avec la Banque africaine de développement (Bad). L'État de Côte d'Ivoire vient avec 10 milliards de Fcfa», a détaillé le ministre.

Le Pept est un programme qui permet aux populations ivoiriennes d'avoir accès au branchement en payant 1 000 Fcfa au lieu de 150 000 Fcfa et elles paient le

reliquat sur une période allant jusqu'à 10 ans. C'est un programme qui vise les populations les plus vulnérables abonnées au tarif social domestique 5 ampères. Ce programme a permis la baisse de 20 % du prix du kilowattheures (Kwh) pour ces abonnés. Le Pept est couplé au Programme national d'électrification rurale (Proner). Parce qu'avant d'avoir l'électricité à domicile, il faut déjà avoir l'électricité dans sa région ou sa zone. Le taux de couverture, qui représente le pourcentage de localités électrifiées sur le nombre de localités totales en Côte d'Ivoire, était de l'ordre de 33 % en 2011, et l'objectif est d'arriver à 80 % en 2020.

I. B.

ACQUISITION DE LOGEMENT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE Désormais, 5,5 % de taux d'intérêt pour les prêts immobiliers

Le Compte de mobilisation pour l'habitat (Cdmh) a été créé afin d'améliorer les conditions de crédit des ménages pour l'accès à la propriété de l'habitat social et économique, et de concourir au refinancement des crédits-acquéreurs consentis par les banques et établissements financiers. Pour relancer l'attrait des banques pour le Cdmh, la circulaire n°12 portant nouvelles conditions de financement aux guichets du Cdmh a été signée le 23 février 2018. Les dispositions de cette circulaire prévoient un taux d'intérêt de sortie de 5,5% l'an (y compris l'assurance) pour les acquéreurs de logement social et économique. Le taux de refinancement pour les banques, au guichet du Cdmh, est porté à 2%. Celles-ci conservent leur marge avec un barème de refinancement de 90% et 95% en fonction de la durée du prêt et seuls les crédits de 11 à 20 ans décaissés totalement sont refinançables. Dans l'optique de faire connaître ces nouvelles dispositions applicables au guichet du Cdmh, une campagne de sensibilisation et d'information a été lancée lundi 28 octobre 2019 au cours d'une cérémonie organisée à la Maison de l'entreprise,

à Abidjan-Plateau. Mme Coulibaly Fanta, directeur de cabinet, représentant le ministre de l'Économie et des Finances, a invité les différents acteurs concernés par le logement social et économique à se familiariser avec le Cdmh afin de bénéficier de toutes les facilités qu'il offre. Elle a également demandé aux banques de se réapproprier le Cdmh afin de faciliter les crédits acquéreurs.

Le ministre de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme, Bruno Koné, a salué l'initiative prise par le ministère de l'Économie et des Finances d'initier cette action de vulgarisation des nouvelles dispositions. Il a indiqué que des mesures prises par l'État au profit de promoteurs immobiliers ont permis de «lever les nombreux écueils auxquels le programme était confronté. On note que les mesures d'exonération fiscales accordées aux promoteurs immobiliers ont coûté 35,6 milliards Fcfa». L'accès au logement, faut-il le rappeler, fait partie des 12 projets que l'Etat initie dans le cadre du Programme social du gouvernement (PsGouv).

I. BATH



Mme Coulibaly Fanta, 5ème à partir de la droite, a plaidé pour le financement futur de logements décents en faveur des populations. (Ph. DR)

RECOUVREMENT DE L'IMPÔT FONCIER

La Dgi engage la sensibilisation des contribuables

La Direction générale des impôts (Dgi) et l'Agence nationale pour la gestion des déchets (Anaged) ont procédé le jeudi 24 octobre 2019 à Abidjan, au lancement de l'édition 2019 de la campagne de sensibilisation à la déclaration de l'impôt foncier et des taxes assimilées. Elle vise ainsi à élargir l'assiette des impôts mais également à améliorer le recouvrement des recettes d'impôt. Elle s'étend sur trois mois. A l'occasion, M. Ouattara Abou Sié, le directeur général des impôts a annoncé que les pénalités sur les paiements de l'impôt foncier allant du 15 octobre au 30 novembre sont annulées. Le lancement de cette campagne a eu lieu dans le hall de la Tour E de la cité administrative au Plateau. Selon M. Ouattara, cette décision a été prise pour encourager et inciter les contribuables à s'acquitter de leurs dettes fiscales. D'autres mesures ont également été adoptées pour cette campagne par le gouvernement. Il s'agit de l'abaissement du taux d'imposition et du fractionnement du paiement de l'impôt. «Je saisis cette opportunité pour inviter les concitoyens à s'acquitter de leur devoir civique, parce que payer



Ouattara Abou Sié, directeur général des impôts, invite les concitoyens à s'acquitter de leur devoir civique. (Ph. DR)

son impôt est un devoir civique», a-t-il insisté, soulignant que l'impôt foncier contribue à 90 % aux ressources de l'Agence nationale de gestion des déchets (Anaged), et participe donc à l'amélioration des conditions de vie des populations. L'Anaged a apporté une contribution de 30 millions de francs Cfa pour la réussite de cette campagne de sensibilisa-

tion, a relevé la directrice générale, Ouattara Sarrah. Il faut rappeler que c'est depuis 2016 que la direction générale des Impôts, avec l'appui du ministère en charge de l'Assainissement et de la Salubrité, entreprend des actions de sensibilisation au civisme fiscal.

Sercom DGI

ARRIMAGE CMU-MUGEF-CI

La grogne monte chez les fonctionnaires

La grogne monte de plus en plus dans la grande famille des fonctionnaires et agents de l'État. Plusieurs parmi eux dénoncent des dysfonctionnements dans le cadre des prestations de la Couverture maladie universelle (Cmu) qui ont officiellement démarré depuis le 1er octobre 2019. Ils soulèvent plusieurs problèmes à la fois : manque de bons, refus des pharmaciens privés de servir les médicaments, manque de médicaments couverts par la Cmu etc. Un fonctionnaire qui revenait d'un établissement sanitaire public à Treichville, lundi 28 octobre 2019, fulminait contre la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam), structure en charge de la conduire la mise en œuvre de la Cmu. «Les médecins refusent de remplir le bon Cnam, je ne sais pour quelle raison», lance-t-il tout énérvé. Un autre fonctionnaire rencontré le même jour, au sortir d'une pharmacie, au Plateau, a soutenu que l'arrimage de la Mugef-Ci à la Cmu ne fonctionne pas comme il se doit. Il a révélé que le pharmacien lui a expliqué que les bons de la Mugef-Ci qu'il détenait n'étaient plus acceptés depuis la mise en œuvre effective de la Cmu. Il devait plutôt être muni



Les fonctionnaires sont de plus en plus mécontents parce qu'ils n'arrivent pas à bénéficier des prestations de la Cmu (Ph. DR)

d'une carte unique intelligence créée par la Mugef-Ci, pour être servi en médicaments. Mais là où il est tombé des nus, c'est que le pharmacien lui aurait dit que les bons Cnam (Caisse nationale d'assurance maladie : ndlr) n'étaient pas non plus acceptés. Il a dû déboursier de l'argent pour acheter ses médicaments. Et ils sont nombreux dans ce cas, les fonctionnaires qui ont des bons de la Mugef-Ci et qui ne peuvent se faire servir en médicaments. Ils n'arrêtent pas de se plaindre. Une source proche de la Mugef-Ci que nous avons joint dans la soirée de ce même lundi, a confié qu'au niveau de la mutuelle, tout a été fait

pour que les fonctionnaires et agents de l'État bénéficient des prestations de la Cmu. Du côté de la Caisse nationale d'assurance maladie, l'on évoque la question de l'enrôlement des fonctionnaires et agents de l'État. En effet, la grande majorité d'entre eux ne sont pas enrôlés, du moins n'en ont pas compris la nécessité parce que bénéficiant de la prise en charge de la Mugef-Ci. Or, la Cmu a un caractère obligatoire et s'impose à tous. C'est le régime de base. Les maladies et les autres assurances complémentaires deviennent complémentaires. Cela a été maintes fois expliqué. L'arrimage, il faut l'indiquer de la Mugef-Ci à la Cmu signifie le

remplacement du régime de base de la Mugef-Ci par le régime de base de la Cmu dans la prise en charge de certaines pathologies. Et ce, à hauteur de 70 %. Les 30 % restants sont l'affaire de la Mugef-Ci. Mais pour les fonctionnaires actuellement en difficultés la question de leur enrôlement à la Cmu est un faux débat. «Si un fonctionnaire est déjà précompté à la source, normalement la carte mugefci suffit pour être pris en charge par la Cmu et la Mugefci, Si un fonctionnaire a sa carte Cmu, elle suffit pour qu'il soit en charge par les deux entités. C'est simple, ou bien il y a arrimage dans l'argent mais il n'y en pas dans les cartes », a interrogé un agent de l'État dans un post sur les réseaux sociaux. Effectivement, la question de l'arrimage Cmu-MugefCi fait

débat sur les réseaux sociaux. Les fonctionnaires et agents de l'État vont dans tous les sens et chacun y va de son commentaire et de son analyse de la situation. L'Etat n'est pas épargné dans cette histoire. Il est accusé de livrer des produits pharmaceutiques conformément à la liste des médicaments entrant dans le cadre de la Cmu. Et ces médicaments, les pharmaciens doivent les acheter pour les revendre à des prix dont le barème est fixé par l'Etat lui-même. Conséquences, certaines pharmacies ne reconnaissent pas les bons Cnam et refusent de servir leurs détenteurs. Une situation qui suscite une grogne de plus en plus persistante au sein des fonctionnaires et agents de l'Etat. Selon une source bien introduite, une réunion était prévue hier mardi 29 octobre, à la Primature au Plateau, avec toutes les parties prenantes pour trouver des solutions à ces quelques dysfonctionnements.

Franck SOUHONE

AMÉLIORATION DE LA SANTÉ MATERNELLE N'Guessan Antoinette (Synsfi) dévoile son plan d'actions

Un des principaux objectifs du Syndicat national des sages-femmes ivoiriennes (Synsfi) est d'améliorer la santé maternelle. N'Guessan Antoinette,

Faut-il le souligner, le taux de mortalité maternelle est le nombre annuel de décès de femmes pour 100 000 naissances vivantes pour toute cause liée ou aggravée

secrétaire générale de ce syndicat élue le 25 juin 2019, a dévoilé sa vision au cours d'un entretien vendredi 12 octobre 2019 à la formation sanitaire d'Adjamé-Williamsville. C'était dans le cadre d'une cérémonie organisée en l'honneur du numéro 1 du Synsfi, celui de deux autres sages-femmes admises à un concours de spécialités et deux autres qui ont fait valoir leur droit à la retraite. Selon N'Guessan Antoinette, la contribution de son syndicat à l'amélioration de la santé maternelle vise à faire baisser la mortalité chez les femmes. Comme axe de priorité, elle met l'accent sur la formation de ses membres. Aussi, la syndicaliste a mis un point d'honneur au renforcement des plateaux techniques des maternités. Selon elle, il est important de le faire au regard du taux de mortalité maternelle estimé à 645 décès pour 100 000 naissances vivantes, selon une étude réalisée en 2015.

par la grossesse ou sa prise en charge (à l'exclusion des causes accidentelles ou non accidentelles). Il comprend les décès pendant la grossesse, l'accouchement ou dans les 42 jours suivant l'interruption de la grossesse, quelle que soit la durée et le lieu de la grossesse, pour une année déterminée. Dans le cadre de cette cérémonie, Cissé Safiatou, surveillante générale de ladite formation sanitaire a appelé ses collègues à tuer en elles tout complexe et rechercher l'excellence. «C'est le travail qui paie quand on y met la volonté et le sérieux», a-t-elle déclaré. Zakéi Christine, secrétaire générale de la section Synsfi de Williamsville, a rendu un hommage mérité à N'guessan Antoinette pour son abnégation au travail, ses qualités humaines et relationnelles qui les motivent à contribuer efficacement au relèvement des défis liés à leur profession.

Marcelle AKA



Pour la secrétaire générale du Synsfi, N'Guessan Antoinette, (au centre), il est temps de faire baisser ces chiffres liés aux décès maternels à travers la formation (Ph. DR)

FERMETURE DU CHU DE YOPOUGON

Voici les établissements sanitaires qui vont accueillir les malades

À partir du vendredi 1er novembre 2019, le Centre hospitalier universitaire (Chu) de Yopougon sera fermé pour réhabilitation et ce, pour une durée de 3 ans. La fermeture progressive des services (22 au total) a démarré depuis quelques jours, à cet effet. Ils ont été relocalisés dans d'autres établissements sanitaires (Chu et hôpitaux généraux) du district d'Abidjan, ses environs et à Bouaké vers lesquels les usagers du Chu de Yopougon pourront dorénavant se tourner en cas de besoin, pour y rencontrer leurs médecins traitants. Ainsi, les services d'Orl, de néonatalogie, d'hématologie, de médecine du travail, les blocs opératoires et les urgences/réanimation ont été délocalisés aux Chu de Cocody, Treichville et d'Angré. Les services d'imagerie médicale, de consultations adultes et consultations mère-enfant eux, se retrouvent aux Chu de Cocody, Treichville, d'Angré et de Bouaké. L'Institut Pasteur sis à Adiopodoumé et les 4 Chu sus-cités abriteront les services du laboratoire central du Chu de Yopougon. Le service de gynécologie-obstétrique se retrouve, lui, à la Fsucom de Yopougon-Wassakara, à l'Agéfosyn de Yopougon-Niangon (pour les consultations), à l'hôpital général d'Abobo nord et à



Le Chu de Yopougon ferme totalement le vendredi 1er novembre prochain (Ph. DR)

l'hôpital général d'Anyama. Les patients des services de traumatologie, de chirurgie générale et digestive et de chirurgie pédiatrique devront se rendre au Chu de Cocody, à l'hôpital d'Abobo nord, au Chu d'Angré, à l'hôpital général de Marcory et à l'hôpital général de Treichville. La chirurgie pédiatrique se fait également au Chu de Cocody et de Treichville. La néphrologie est délocalisée aussi au Chu de Cocody et de Treichville et également à l'hôpital militaire d'Abidjan (Hma). Les deux derniers établissements sanitaires accueillent aussi le service de neurologie. Pour le service de neurochirurgie, ce sera les Chu de Cocody et de Treichville et l'hôpital général de Treichville.

Quant au service de diabétologie, les patients doivent se rendre à Hma, aux Chu de Treichville et de Cocody et à la Fsucom de Yopougon-Wassakara. La pédiatrie médicale a été affectée au Chu de Treichville tandis que les explorations fonctionnelles sont au 2e étage du Chu de Cocody. Le service d'odontologie est à Yopougon-Wassakara quand la médecine physique et réadaptation, elle, se fait au Chu de Cocody tout comme la pharmacie et la stérilisation. Enfin, le service de médecine gastro est délocalisé à l'hôpital général d'Abobo nord, aux Chu d'Angré et de Cocody.

Franck SOUHONE

COMMENT RECONNAÎTRE LES PREMIERS SIGNES DES AVC Les conseils de spécialistes

« La prévention, une priorité nationale » est le thème des Journées nationales de lutte contre l'Accident vasculaire cérébral (Avc) dont la première édition s'est déroulée les 28 et 29 octobre 2019 au Palm Club, d'Abidjan-Cocody. Cette première expérience a tenu ses promesses en termes de mobilisation de spécialistes composés de diabétologues, psychologues, cardiologues, urologues, nutritionnistes et la qualité des communications. La journée d'hier a été marquée par la cérémonie officielle d'ouverture et des panels. Professeur Kouassi Kouamé Léonard, neurologue et neuro-psychologue, un des panélistes, a révélé que les différents symptômes de l'Avc peuvent être très alarmants. Il a cité les problèmes d'élocution, la perte soudaine de la mémoire qui est l'incapacité à reconnaître une personne etc. les troubles ou perte totale de la vision, la perte d'équilibre, l'étourdissement, et celle de la sensibilité entraînant un soudain engourdissement, ainsi que la perte de la motricité et la paralysie partielle (visage, bras, jambes ou même un côté du corps). « Dès l'apparition d'un ou plusieurs de ces symptômes, il est nécessaire d'appeler très vite les urgences, les pompiers ou de vous rendre à l'hôpital le plus



Le ministre de la Santé, Dr Eugène Aka Aoualé (au centre), les spécialistes et les organisateurs de ces journées ont sensibilisé les populations sur les facteurs de risque des Avc. (Ph. DR)

proche», a recommandé le neurologue. Car, fait-il remarquer, un diagnostic précoce et une prise en charge rapide permettent d'éviter la mortalité et de limiter la gravité des lésions. Certains signes le sont quelques temps avant la crise de cette maladie qui survient avec une certaine brutalité. « Il faut agir vite. Il faut appeler les secours, le Samu ou se rendre dans un hôpital équipé de scanner », a insisté l'enseignant-chercheur. A en croire le spécialiste, les Avc sont dus à une perturbation

soudaine de l'irrigation du cerveau. On distingue deux types d'accidents vasculaires cérébraux que sont les Avc ischémique ou les infarctus cérébraux et l'Avc hémorragique. Les infarctus cérébraux résultent le plus souvent de l'occlusion d'une artère cérébrale par un caillot sanguin. L'Avc hémorragique lui, survient lorsqu'une artère éclate, provoquant ainsi une hémorragie cérébrale. A l'issue de la crise, on peut assister à une perte soudaine d'une ou plusieurs fonctions du

cerveau. La présidente de l'Ong Espoir Avc, Mme Chantal Gnahou, elle-même victime de la maladie a initié ces journées avec le soutien de partenaires pour alerter sur les ravages de cette maladie. A l'ouverture de la cérémonie, Dr Eugène Aka Aoualé, ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, a annoncé des chiffres qui appellent à une lutte beaucoup plus accrue. Car, a-t-il expliqué, « l'Avc est un problème

de santé publique et cette maladie n'épargne personne. Elle fait des victimes chez les enfants et les nourrissons. En Côte d'Ivoire, il ne se passe pas un seul jour sans qu'une personne ne soit frappée d'Avc. En 2000, environ 115217 décès suite aux maladies non transmissibles ont été enregistrés. Les maladies cardiovasculaires y ont contribué pour 15 %. Le ministre de la Santé a souligné que la situation n'est pas aussi reluisante dans le monde. L'Organisation mondiale de la santé (Oms) estime que plus de 17 300 000 personnes en 2008 souffrent de maladies cardio-vasculaires telle que l'Avc. Les 4/5^e de ces décès surviennent dans les pays à revenus faibles comme les nôtres. Une progression de 23 millions de nouveaux cas est faite pour 2020. Le professeur Ange Eric-Kouamé Assouan, président du comité scientifique de ces journées, a ajouté que « l'Avc est la 2^e cause de mortalité dans le monde ». Les facteurs de risque sont l'hypertension artérielle, responsable à peu près de 50% d'Avc, le diabète, les problèmes de cholestérol, les mauvais régimes alimentaires, le tabagisme, l'alcool, la pollution atmosphérique, le stress etc. Les spécialistes recommandent comme moyens de prévention, le dépistage, les activités physiques, la consommation de fruits et légumes etc.

Marcelle AKA

ÉDUCATION NATIONALE Des infrastructures scolaires offertes à Boundiali et à Korhogo

Dans l'optique de l'amélioration du taux de scolarisation et de réussite scolaire, la caravane de la solidarité de la Loterie nationale de Côte d'Ivoire (Lonaci) conduite par le Directeur général (Dg) de ladite structure, Dramane Coulibaly, s'est rendue à Korhogo le 25 octobre 2019. Au nombre des heureux bénéficiaires de cette caravane, le groupe scolaire Application Centre qui a été doté d'une école maternelle avec une aire de jeux ainsi que de latrines. Ce groupe scolaire a reçu également les clés d'une salle multimédia, fruit d'un partenariat avec l'Agence nationale du service universel des télécommunications-Tic (Ansut). Dramane Coulibaly a promis aussi la construction d'une clôture pour la maternelle ainsi que des toilettes. Au quartier Delafosse, toujours dans la capitale du Poro, la société nationale des jeux a remis, mercredi 23 octobre 2019, les clés d'une école de six classes avec bureau du directeur, un magasin



Plusieurs infrastructures éducatives ont été inaugurées à Korhogo et à Boundiali. (Ph. DR)

et des latrines au groupe scolaire Jean Delafosse. Avant Korhogo, la caravane des œuvres sociales avait séjourné à N'Dara, dans le département de Boundiali. Le Président du conseil d'administration (Pca) de la Lonaci, Dr Léonissongui-Coulibaly, a procédé le 19 octobre 2019, à

cette occasion, à l'inauguration d'un bâtiment de trois classes avec bureau du directeur. Cette deuxième étape de la caravane de la solidarité, faut-il le noter, a été lancée le 17 octobre 2019.

I.B. (Infos : Sercom)

DÉGUERPISSEMENT DES EMPRISES DES VOIES DE YAMOUSSOUKRO Le gouverneur Augustin Thiam salue l'action du gouvernement

L'opération de déguerpissement des occupants des emprises des voies urbaines à réhabiliter en cours à Yamoussoukro a fait l'objet d'une conférence de presse animée par le gouverneur du district autonome de Yamoussoukro, Augustin Thiam, lundi 28 octobre 2019, à la fondation Félix Houphouët Boigny pour la recherche de la paix. Pour Dr Augustin Thiam, cette opération est l'expression d'une volonté nationale d'assainissement et de salubrité publique de la ville de Yamoussoukro. Elle fait suite à la visite pedestre des axes à réhabiliter effectuée le vendredi 11 octobre 2019 par le ministre des Infrastructures routières en compagnie des autorités préfectorales et communales. Cette visite a débouché sur l'opération en cours. « C'est le ministre des Infrastructures, en tout souveraineté qui a saisi le préfet qui a lui-même saisi les forces de l'ordre pour exécuter l'ordre du ministre », a

expliqué Augustin Thiam, ajoutant que cet ordre du ministre repose sur le fait que les magasins en question étaient construits sur des égouts, sur des emprises. « L'emprise, c'est la distance qu'il y a entre le trottoir et le mur. C'est interdit de construire là bas. C'est tout, c'est une règle de l'urbanisme. Et j'estime que le préfet, le maire et le gouverneur sont là pour faire respecter les règles de l'urbanisme pas pour les contourner », a-t-il justifié. Le petit-fils de Félix Houphouët-Boigny, a déploré le fait qu'on politise tout en Côte d'Ivoire. « Nous, on ne s'inscrit pas dans ça, le moment venu les ivoiriens décideront en toute conscience. Moi, je ferai tout pour qu'ils décident de nous suivre. Mais s'ils décident de ne pas nous suivre, c'est la règle de la démocratie, de l'alternance », a souligné Augustin Thiam.

Patrice KOUAHO
Correspondant régional